

TRACTATIONS SUR FOND

Israël refuse une trêve

Israël continue pour la troisième semaine consécutive à s'acharner sur le Sud-Liban. La crise humanitaire sans précédent, occasionnée par le pilonnage de plusieurs villages, a poussé l'ONU à appeler à une trêve de trois jours. Réponse d'Israël : pas question d'accéder à cette demande.

Le secrétaire général adjoint de l'ONU aux Affaires humanitaires, qui avait auparavant accusé Israël de violer les conventions internationales, a lancé un appel à une trêve de trois jours entre Israël et le Hezbollah afin de faciliter l'évacuation de milliers de civils et le réapprovisionnement des régions coupées du reste du pays.

«Après plus de deux semaines de conflit, des milliers d'enfants, de personnes âgées et d'invalides, bloqués dans les zones de combats, attendent toujours d'être évacués, alors que les réserves de nourriture et de médicaments diminuent de façon inquiétante», a expliqué Egeland qui espérait que ladite trêve de trois jours puisse être le prélude d'une cessation durable des hostilités entre les deux camps. «Dans un premier temps, on demande aux Israéliens et aux combattants du Hezbollah au moins un début de cessation des hostilités de 72 heures afin que nous puissions évacuer les blessés, les enfants, les personnes âgées et les invalides des zones d'échanges de tirs du sud du Liban. Seule une cessation des hostilités mettra fin aux souffrances des populations civiles.»

Une analyse que ne partage visiblement pas Israël. Le porte-parole du gouvernement israélien a en effet répondu que ce serait inutile «puisque Israël a ouvert des couloirs humanitaires au départ et vers le Liban. C'est le Hezbollah qui empêche délibérément le transfert d'une assistance médicale et de nourriture à la population du Sud du Liban pour créer une crise humanitaire, qu'il veut imputer à Israël». Des déclarations qui rejettent la responsabilité sur le dos du Hezbollah alors que la veille, aussi bien le CICR que Médecins sans frontières avaient estimé que les couloirs dont parle Israël étaient illusoire. Le chef de la diplomatie française a déploré «vivement» le rejet par Israël d'une trêve humanitaire de 72 heures au Liban, demandée par le coordinateur des Nations unies pour évacuer les blessés, enfants, personnes âgées et invalides des zones d'échanges de tirs du sud. La France qui a mani-

festé son opposition à la décision israélienne a fait savoir par la voix de Philippe Douste-Blazy son intention d'insister auprès d'Israël pour obtenir la trêve de 72 heures demandée par l'ONU pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire au Liban. «Je regrette vivement cette position (d'Israël). Mais je vais immédiatement, dès ce matin, plaider auprès des autorités israéliennes pour que cette trêve humanitaire puisse avoir lieu. Il faut une opération majeure d'assistance humanitaire pour transférer les blessés, les enfants, les personnes âgées, les malades chroniques hors des zones de conflit, réapprovisionner en eau, en aide alimentaire et en matériel médical d'urgence toutes ces zones.»

Pas de date-butoir pour la fin de l'agression israélienne

En plus de refuser catégoriquement la proposition du représentant de l'ONU, Israël ne semble pas décidé à mettre un terme à son agression. Un haut responsable israélien a refusé de fixer une date-butoir.

Aucune date n'a été fixée pour la fin des opérations que nous menons au Liban, nous n'agissons pas avec un chronomètre en main», ajoutant qu'«Israël ne peut pas accepter de conclure un cessez-le-feu avec le Hezbollah car cette organisation terroriste profiterait de l'occasion pour rassembler des civils dans les zones de combats afin de les utiliser comme bouclier humain». Joignant l'acte à la parole, l'aviation israélienne a mené soixante raids aériens depuis hier au Liban. Trente-sept bâtiments utilisés par le Hezbollah dont le site à partir duquel il a tiré pour la première fois un missile contre Afoula. Des unités de l'armée israélienne ont poursuivi hier les attaques dans cette localité. En plus



d'avoir fait des centaines de morts et de blessés, les bombardements israéliens sont à l'origine d'une marée noire qui menace toute la Méditerranée. Près de 15 000 tonnes de mazout sont en train d'être déversées d'un réservoir bombardé au Liban il y a deux semaines par l'armée israélienne.

«Près de 15 000 tonnes de fioul se sont déversées dans la mer et c'est incontestablement la plus grande catastrophe écologique qu'a connue la Méditerranée.

«Entre 8 000 et 10 000 tonnes se sont déposées sur les côtes libanaises, alors que 5 000 autres se sont répandues en mer. Et il faudra des mois et des dizaines de millions de dollars pour nettoyer la côte, après le retour au calme», a révélé un ministre libanais.

Le Hezbollah repousse l'armée israélienne à Bint Jbeil

Les forces israéliennes, qui ont pénétré dans le sud

du Liban ces derniers jours, ont été repoussées par les combattants de la résistance du Hezbollah libanais. Les forces israéliennes ont été contraintes à se replier sur leur point de départ, le village de Maroun al-Ras, après avoir été chassées des positions proches de Bint Jbeil.

Les chars qui étaient en position aux abords de Bint Jbeil ont reculé vers Maroun al-Ras, leur progression a rencontré une farouche résistance de la part des combattants du Hezbollah.

L'armée israélienne a subi dans ce secteur les pertes les plus lourdes depuis le début de son agression contre le Liban le 12 juillet, avec au moins douze tués et 25 blessés en une seule journée de combats, le 26 juillet.

Encore des armes pour l'armée israélienne

Deux avions-cargos américains à destination d'Israël ont fait escale à l'aé-

roport écossais de Prestwick-Glasgow après avoir reçu cette fois le feu vert de Londres. Les deux 747 gros porteurs, qui effectuent une escale de ravitaillement en Ecosse entre le Texas et Tel-Aviv, transportent «des matériels dangereux» pour lesquels ils ont reçu les autorisations, a indiqué la CAA sans préciser la nature exacte des matériels embarqués.

Le président américain George W. Bush avait présenté ses excuses vendredi à Washington à Tony Blair pour le non-respect des procédures lors de l'escale à Prestwick le week-end dernier de deux avions américains acheminant des bombes vers Israël, selon le porte-parole du Premier ministre britannique.

Ces deux avions-cargos avaient été désignés comme des «vols civils» et les autorités américaines n'avaient pas averti leurs homologues britanniques de leur contenu dangereux, qui incluait, selon le quotidien *The Times*, des bombes GBU-28 conçues pour détruire des bunkers et des cibles enterrées.

Divergences entre Européens et Américains

Après une première tournée infructueuse, Condoleezza Rice est de retour au Proche-Orient. La secrétaire d'Etat américaine a rencontré le Premier ministre israélien Ehoud Olmert. E

lle présentera aux représentants libanais et israéliens un plan axé sur le déploiement dans le sud du Liban d'une force multinationale d'interposition sous mandat des Nations unies.

Elle proposera également de désarmer le Hezbollah et d'en intégrer les combattants à l'armée libanaise, la libération des deux soldats israéliens enlevés par la milice chiite, un engagement à résoudre la question de l'appartenance du secteur des fermes de Chebaa occupé par Israël et revendiqué par le Liban, la mise en place d'une zone-tampon dans le sud et un plan international de reconstruction du Liban.

Ce sont là les propositions des USA qui restent soutenus par la Grande-Bretagne.

Les deux alliés estiment qu'il est urgent de dépêcher une force multinationale sous mandat de l'ONU dans le sud du pays du Cèdre, sans pour autant appeler à un cessez-le-feu immédiat, comme le souhaitent nombre des pays européens et arabes.

Au sortir d'un tête-à-tête avec Olmert, Condoleezza Rice a qualifié d'«encoura-

geant le plan présenté par le gouvernement de Beyrouth pour mettre fin aux violences, car il témoigne que le gouvernement libanais peut fonctionner. Le plus important pour le processus c'est que cela montre un gouvernement libanais qui fonctionne comme un gouvernement libanais. C'est en soi extrêmement important. Tout le monde sait que c'est une coalition compliquée».

L'offre de Paris

Reconnaissant une divergence de points de vue avec Washington, le ministre français des Affaires étrangères Philippe Douste-Blazy a réaffirmé qu'«une force multinationale ne devait pas précéder un accord politique mais le suivre sinon cela n'aurait aucune efficacité».

Il a confirmé que la France présenterait «dans les tout prochains jours» au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution sur le Liban qui «présentera sa vision d'une sortie de crise», précisant que la différence d'analyse avec les Etats-Unis portait sur le moyen d'obtenir le désarmement des miliciens chiites libanais du Hezbollah.

«La différence entre les Américains et nous ne porte pas sur l'objectif, c'est-à-dire le démantèlement des milices, et en particulier du Hezbollah, c'est-à-dire la Résolution 1559, et pour cause, nous en sommes les co-auteurs, mais sur les moyens d'obtenir le désarmement du Hezbollah.

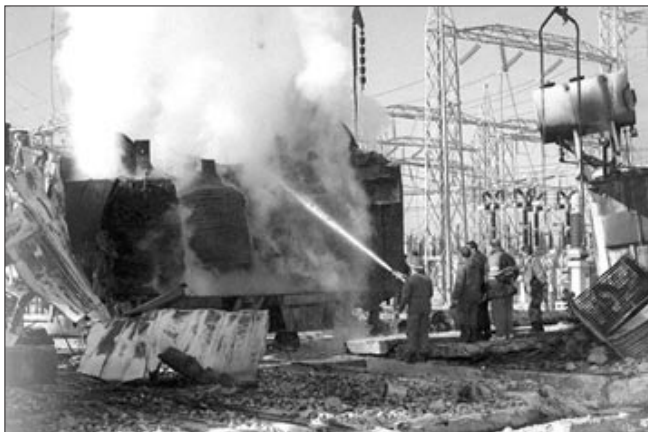
En effet, pour nous, une force multinationale ne doit pas précéder un accord politique, mais au contraire le suivre.

Une force qui essayerait de s'imposer par la contrainte sur le terrain ne serait pas un gage d'efficacité. Ce type d'approche est contraire à notre vision de la diplomatie.

Ce n'est pas par la force, par la violence, par la spirale de la violence, que nous arriverons à quoi que ce soit dans cet endroit du monde. C'est au contraire par le dialogue, le dialogue politique, le processus politique», a-t-il dit.

La France pourra exposer son point de vue à l'occasion d'une réunion qui devrait se tenir demain.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, prévoit d'inviter les pays susceptibles de contribuer à la force internationale sous mandat de l'ONU qui pourrait être déployée le long de la frontière israélo-libanaise.



D'INTENSES COMBATS

humanitaire de 72 heures

...

Une réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel pourrait se tenir plus tard dans la semaine pour discuter d'un éventuel projet de résolution sur le Liban. «Nous allons réunir un groupe de pays qui pourraient être des contributeurs potentiels de troupes. A l'évidence, ce seront des discussions préliminaires car nous n'avons pas encore de mandat du Conseil de sécurité. C'est le mandat qui établira la mission dont seront chargées les troupes et qui permettra aux gouvernements de décider s'ils veulent participer», a dit Annan. Selon des diplomates, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres du Conseil de sécurité pourraient se réunir à New York, jeudi. Annan a indiqué qu'une telle réunion pourrait se tenir la semaine prochaine mais aucune date n'a encore été fixée officiellement.

Doutes sur une forte participation à la force d'interposition

Le N°2 des Nations unies a estimé que le manque de fermeté du Conseil de sécurité après la mort de quatre observateurs de l'ONU tués dans un bombardement israélien mardi au Liban-Sud risquait de nuire à la constitution d'une force multinationale d'interposition.

Selon des sources diplomatiques, les Etats-Unis ont refusé que figure dans la déclaration présidentielle, à l'impact moins fort qu'une résolution, un paragraphe disant que le Conseil «condamne toute attaque délibérée contre le personnel onusien et souligne que de telles attaques sont inacceptables».

Les pays pouvant contribuer à une force multinationale "veulent savoir si le Conseil de sécurité et ses membres mettent tout leur poids derrière eux si leurs ressortissants se trouvent en danger", a souligné le secrétaire général adjoint Mark Malloch Brown dans un entretien à la BBC. «L'absence de déclaration claire du Conseil de sécurité à des conséquences sur les efforts de recrutement d'une nouvelle force la semaine prochaine», a-t-il ajouté.

D'un autre côté, les Nations unies ont annoncé l'évacuation de huit Casques bleus de deux de leurs postes au Sud-Liban en raison de nouvelles frappes israéliennes contre un poste détruit. La situation devient extrêmement précaire», a déclaré Ahmad

Fawzi, un responsable de l'Onu. «Nous avons perdu quatre courageux soldats il y a trois jours. Il nous fallait sortir ces hommes de la ligne de feu et c'est ce que nous avons fait».

Au total, quatre postes de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) sont désormais inoccupés, sur la quarantaine que gère cette mission.

Le poste de Kham est inoccupé depuis qu'il a été détruit mardi par une frappe israélienne qui a provoqué la mort de quatre observateurs de l'Onu non armés. Les cadavres de trois des victimes ont été récupérés. Mais les recherches de la quatrième dépouille ont été suspendues vendredi en raison de nouveaux bombardements israéliens contre ce site, a précisé Fawzi. «Nous les avons suspendues à cause des bombardements», a-t-il précisé, incapable d'expliquer la reprise des frappes israéliennes sur cette zone. Les observateurs de l'Onu s'étaient retirés dimanche d'un poste situé à Maroun al-Ras après qu'un Italien eut été grièvement blessé par le Hezbollah.

Le bilan s'alourdit : 600 civils morts

En attendant, la liste des victimes s'allonge. Depuis le début de l'offensive israélienne le 12 juillet, au moins 445 Libanais, des civils pour la plupart, ont été tués dans les affrontements.

Un bilan revu à la hausse par l'ONU. M. Egeland a évoqué le chiffre de 600 victimes, précisant que le chiffre pourrait être plus élevé, mais qu'un décompte exact n'était pas possible en raison des ruptures de communication en diverses zones. Le ministère libanais de la Santé a confirmé le décès d'au moins 445 personnes, pour la plupart des civils, dont les corps ont été acheminés dans les hôpitaux. En outre, 20 soldats libanais et au moins 35 combattants du Hezbollah ont également péri.

A ce bilan, il faut ajouter 58 personnes ensevelies sous les décombres de divers immeubles effondrés, ainsi que 150 autres portées disparues et présumées mortes.

L'aide internationale peine à arriver

Après un blocus imposé par Israël, l'aide humanitaire arrive enfin. Hier, trois avions jordaniens, égyptien et émirati chargés de plus de 54 tonnes de produits alimentaires et de médicaments destinés aux réfugiés libanais, ont atterri à l'aéroport international de Beyrouth. L'avion émirati



transportait 40 tonnes de produits humanitaires offerts par les Emirats arabes unis et l'appareil égyptien était porteur de 14 tonnes offertes par le gouvernement égyptien. L'avion militaire jordanien transportait du matériel humanitaire de l'Unicef en coopération avec le gouvernement du

royaume hachémite, a précisé le Fonds onusien pour l'enfance.

Depuis le début de la semaine, quatre avions humanitaires jordaniens ont atterri à Beyrouth. L'aéroport de Beyrouth, bombardé au lendemain du début de l'offensive israélienne contre le Liban le 12

juillet, reste cependant toujours fermé au trafic de passagers. La compagnie aérienne libanaise Middle East Airlines (MEA) a transféré ses opérations à Damas. Malgré les grandes difficultés de transport, l'aide humanitaire s'organise tant bien que mal. L'agence américaine USAID a ainsi

annoncé l'arrivée hier au port de Beyrouth de la première cargaison humanitaire de matériel médical et de milliers de couvertures. D'autres cargaisons sont attendues dans les prochains jours, selon l'USAID. Le CICR envisage de mettre en place une sorte de pont humanitaire entre Chypre et le Liban pour débarquer du matériel et embarquer des blessés.

Pour sa part, le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'Onu a annoncé qu'il était engagé dans une course contre la montre pour venir en aide aux déplacés du Liban-Sud où la situation continue de se détériorer.

Une partie de l'aide se fait via la Syrie d'où des convois se rendent vers des localités du Liban-Sud (Saïda, Jezzine) où les civils ayant fui leurs maisons ont trouvé refuge, et vers les camps palestiniens.

N. I. / Agences

Les enfants, principale cible de l'armée israélienne

Les enfants libanais continuent de payer le plus lourd tribut de l'agression israélienne contre leur pays qui est à son 18e jour, faisant des centaines de morts et de blessés parmi les civils et suscitant la réaction de plusieurs organisations internationales qui dénoncent l'utilisation par Israël d'armes prohibées. Le bilan de cette agression s'élevait hier à près de 500 personnes, selon des estimations établies par des médias, tandis que le coordinateur des affaires humanitaires de l'Onu, Jan Egeland, a affirmé que le conflit avait fait plus de 600 morts civils.

"Le bilan des victimes civiles au Liban dépasse maintenant 600, selon le ministère de la Santé (libanais). La majorité sont des femmes et des enfants", a-t-il déclaré lors d'une déposition devant le Conseil de sécurité sur la crise humanitaire causée par le conflit, qui en est à son 18^e jour.

M. Egeland a estimé qu'environ un tiers des morts étaient des enfants, ajoutant que le nombre total des victimes devrait augmenter, de nombreux corps ayant été abandonnés sous les décombres d'immeubles dans des secteurs qui n'ont pas encore été atteints par les sauveteurs. Selon des bilans rendus publics par des organisations internationales, qui ont fait état de la mort de quatre observateurs des



Nations unies depuis le début de l'offensive israélienne, bon nombre d'enfants sont toujours ensevelis sous les décombres dans les villes libanaises bombardées, notamment dans la région de Sour.

Face à cette situation dangereuse, le responsable onusien a appelé à une trêve. En même temps, la communauté internationale n'arrive pas à s'entendre sur un appel à un cessez-le-feu immédiat, en raison de l'opposition américano-britannique.

Dans le tumulte des armes, nombreuses sont les organisations internationales qui s'efforcent d'imposer le respect par l'armée israélienne de la vie des enfants, des femmes et des vieillards et appellent à l'ouverture des passages devant les convois humanitaires pour

atteindre les populations, notamment les enfants guettés par une grave crise humanitaire.

La Convention de Genève portant sur la protection générale des populations contre certains effets de la guerre stipule dans l'un de ses articles que des arrangements doivent être conclus pour l'évacuation d'une zone assiégée ou encerclée, des blessés, des malades, des infirmes, des vieillards, des enfants et des femmes en couches, et pour le passage des ministres de toutes religions, du personnel et du matériel sanitaire à destination de cette zone.

Il y est également indiqué la prise de mesures nécessaires pour que les enfants de moins de quinze ans, devenus orphelins ou séparés de leur famille

du fait de la guerre, ne soient pas laissés à eux-mêmes, et pour que soient facilités, en toutes circonstances, leur entretien, la pratique de leur religion et leur éducation... Pour venir en aide aux enfants libanais, victimes des bombardements israéliens, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a besoin d'urgence de 23,8 millions de dollars. "La plupart des personnes qui ont été déplacées (...) sont des enfants", avait déclaré à des médias le directeur exécutif de l'Unicef, Ann M. Veneman. "Ces enfants ont vu leurs proches tués ou blessés, et beaucoup parmi eux souffrent de troubles aigus. En outre, les enfants sont les personnes les plus susceptibles d'attraper des maladies et sont les plus affectés par les dégâts infligés aux cliniques et aux hôpitaux" par l'offensive israélienne lancée le 12 juillet contre le Liban.

Par ailleurs, plusieurs organismes internationaux de défense des droits de l'homme, dont Human Rights Watch (HRW), ont accusé Israël d'utiliser des armes prohibées contre le Liban. L'organisation a affirmé que "des témoins et des survivants" sur le terrain au Liban ont rapporté qu'Israël avait conduit des attaques à l'aide de munitions à fragmentation contre des villages libanais.